

Résumé

Après une profonde récession, associée à un fort ralentissement de l'activité au niveau mondial, le Mexique connaît une solide reprise, avec une croissance du PIB de 5½ pour cent en 2010 et de 4½ pour cent en 2011. La progression des exportations devrait se ralentir après le rebond exceptionnel de 2010, mais la reprise ne devrait pas s'en ressentir grâce à la remontée de la demande intérieure. Plusieurs indicateurs du marché du travail se sont améliorés, mais le chômage ne recule que lentement. Le Mexique a déjà commencé de retirer les mesures de relance budgétaire de 2009 et accru les impôts pour calmer les inquiétudes des marchés quant à l'évolution des finances publiques. Si la reprise se poursuit comme prévu, les autorités devraient mettre en œuvre dans leur intégralité les mesures qu'elles ont prévues pour réduire le déficit budgétaire en limitant les dépenses. Étant donné que l'inflation a baissé, la politique monétaire peut soutenir la reprise par le maintien des taux à un bas niveau à court terme.

Le Mexique a été en mesure de mettre en œuvre des politiques contracycliques durant la récession, grâce à de larges réformes des paramètres de la politique macroéconomique. Cependant, il devrait continuer de renforcer son cadre d'action pour pouvoir mieux résister aux chocs. Une modification de la règle budgétaire destinée à accumuler davantage d'actifs financiers durant les périodes où les prix du pétrole et la croissance économique sont à un niveau élevé donnerait aux pouvoirs publics davantage de marge de manœuvre pour soutenir l'économie lorsqu'elle doit faire face à des chocs importants. Des mesures propres à réduire la viscosité des prix imputable aux tarifs administrés et à des marchés non concurrentiels laisseraient plus de latitude aux autorités monétaires et, surtout, contribueraient à une meilleure allocation des ressources. L'amélioration de la concurrence et la diminution des obstacles à l'entrée sur le marché favoriseraient aussi le développement de services à la consommation plus stables, atténuant les effets des chocs.

Le Mexique doit maintenir des investissements propres à doper la croissance et des politiques sociales destinées à rattraper les niveaux de vie moyens dans la zone de l'OCDE et à réduire la pauvreté. En conséquence, les efforts soutenus menés ces dernières années pour doper les recettes fiscales devraient être poursuivis, notamment ceux visant à accroître l'efficacité du régime fiscal et à réduire sa dépendance à l'égard des recettes pétrolières. D'importantes possibilités existent d'augmenter les recettes au niveau infranational, de façon à être assuré que le Mexique puisse faire face aux pressions qui s'exerceront sur les dépenses à l'avenir. Le gouvernement mexicain a fait des efforts notables pour supprimer les niches fiscales ces dernières années, essentiellement grâce à l'adoption d'un impôt minimum alternatif sur le revenu des entreprises (Impuesto Empresarial a Tasa Unica, IETU). Mais cette action devrait être élargie pour supprimer les dépenses fiscales inefficaces, de façon à élargir la base d'imposition, augmenter les recettes et simplifier le régime fiscal, réduisant ainsi les possibilités d'évasion et de fraude. Le Mexique est en train d'accroître les prix des combustibles fossiles, mais cette hausse devrait être accélérée afin d'éliminer les subventions et leurs effets négatifs sur l'environnement. Une aide monétaire ciblée serait plus efficace pour protéger les pauvres.

Le secteur informel, important par rapport à la situation observée généralement dans les pays de l'OCDE, pèse sur la croissance de la productivité. Les entreprises de ce secteur n'ont accès ni au crédit, ni à la formation, ni à la protection juridique – de sorte qu'elles n'innovent pas et restent de petite taille. Une amélioration du système d'éducation, un renforcement des réglementations et une amélioration des incitations à la formalisation sont des réformes indispensables, tout comme une mise en œuvre plus stricte de la législation sur le travail et de la législation fiscale. Les autorités devraient poursuivre leurs efforts pour réduire les coûts de la création et de l'exploitation d'une entreprise et de l'emploi de travailleurs sur le marché formel. Elles devraient accroître la valeur du programme obligatoire de sécurité sociale pour les bas salaires, tout en limitant ses coûts grâce à une amélioration de son efficacité.

La faiblesse de la concurrence dans nombre de secteurs et les déficiences de la formation ont aussi exercé un effet de freinage sur la productivité. L'OCDE a coopéré avec le Mexique dans tous ces domaines pour élaborer un programme de réforme. La réforme du droit de la concurrence, votée par le Congrès est un pas important vers la réduction du pouvoir de marché des entreprises en place dans tous les secteurs, car il renforcera aussi beaucoup la mise en œuvre de la loi sur les ententes. La qualité de l'enseignement pourrait être améliorée grâce à des règles plus strictes en matière de performance, une meilleure formation des enseignants et un plus grand professionnalisme dans le recrutement et la gestion des établissements scolaires.



Extrait de :
OECD Economic Surveys: Mexico 2011

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-mex-2011-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: Mexico 2011*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-mex-2011-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.